



**PRÉFÈTE  
DE LA RÉGION  
AUVERGNE-  
RHÔNE-ALPES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale  
de l'économie, de l'emploi,  
du travail et des solidarités

# Note de conjoncture

1er trimestre 2025



Département  
du Cantal





## EN BREF

## Département du CANTAL

|                                                                                                                     |   |                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|-----------------------------|
| <b>Chiffre d'affaires</b><br>(Données cumulées entre le 1er janvier et le 31 mars 2025)                             | ↗ | +1,9 % sur un an            |
| <b>Créations d'entreprises</b> (T1 2025)                                                                            | ↘ | -11,7 % sur un an           |
| <b>Activité hôtelière</b> (T1 2025)                                                                                 | ↘ | -15,6 % sur un an           |
| <b>Autorisations de construire de logements neufs</b><br>(Données cumulées entre début avril 2024 et fin mars 2025) | ↘ | -31,2 % sur un an           |
| <b>Mises en chantier de logements neufs</b><br>(Données cumulées entre début avril 2024 et fin mars 2025)           | ↗ | +27,5 % sur un an           |
| <b>Déclarations préalables à l'embauche (DPAE)</b><br>(T1 2025)                                                     | ↗ | +4,8 % sur un an            |
| <b>Emplois salariés</b> (T1 2025)                                                                                   | ↘ | -0,7 % sur un trimestre     |
| <b>Intérim</b> (T1 2025)                                                                                            | ↘ | -4,5 % sur un trimestre     |
| <b>Taux de chômage</b> (T1 2025)                                                                                    | ↗ | +0,1 point sur un trimestre |
| <b>Inscrits à France Travail en catégories A, B, C</b> (T1 2025)                                                    | ↗ | +5,6 % sur un trimestre     |
| <b>Revenu de solidarité active (RSA)</b><br>(Mars 2025)                                                             | ↘ | -3,1 % sur un an            |
| <b>Prime d'activité</b><br>(Mars 2025)                                                                              | ↗ | +1,6 % sur un an            |

## Économie

En cumul entre début janvier et fin mars 2025, le chiffre d'affaires des entreprises est en hausse de 1,9% par rapport à la même période, un an auparavant (-2,9% à l'échelon régional) : -4,3% dans l'industrie manufacturière, -9,8% dans la construction et +3,1% dans le commerce et la réparation automobile.

L'investissement des entreprises est en baisse de 15,4% par rapport à la même période, un an auparavant (-3,0% à l'échelon régional).

Le montant des exportations enregistré au 1er trimestre 2025 est supérieur de 36,0% à celui du 1er trimestre 2024.

La fréquentation hôtelière sur un an (mesurée à partir du nombre de nuitées) a diminué de 15,6% au 1er trimestre 2025 par rapport au même trimestre de l'année précédente (-2,4% en moyenne régionale).

En cumulé entre début avril 2024 et fin mars 2025, les autorisations de construire des logements neufs ont reculé de 31,2% sur un an (-14,2% à l'échelon régional) et celles des locaux neufs ont augmenté de 31,6% (-12,8% à l'échelon régional). Les mises en chantier de logements neufs ont augmenté de 27,5% (+5,8% en région) et celles de locaux neufs ont baissé en moyenne de 20,8% sur un an (-3,7% au niveau régional).

Au 1er trimestre 2025, le nombre de créations d'entreprises est de 339, en baisse de 11,7% sur un an (33 627 créations en région; -5,7% sur un an).

## Intentions d'embauche et emploi salarié

Le nombre d'intentions d'embauche (Déclarations préalables à l'embauche) au 1er trimestre 2025 est en hausse de 4,8% sur un an.

Le nombre d'emplois salariés (47 702) baisse de 0,7% (-0,2% à l'échelon régional sur le trimestre). La baisse globale des emplois masque des évolutions sectorielles contrastées\*: baisse de 2,0% dans l'agriculture, diminution de 0,7% dans l'industrie, retrait de 0,9% dans la construction, recul de 1,1% dans le tertiaire marchand et baisse de 0,3% dans le tertiaire non marchand. Tous secteurs confondus, le nombre d'intérimaires est en baisse de 4,5 %.

Le nombre d'emplois salariés diminue (-1,3%) sur un an (-0,3% à l'échelon régional).

*\* L'intérim n'est pas considéré comme un secteur. Il est ventilé par secteur d'activité de l'entreprise utilisatrice.*

## Chômage

En hausse de 0,1 point par rapport au 4ème trimestre 2024, le taux de chômage s'établit à 4,3% au 1er trimestre 2025 (6,4% à l'échelon régional, +0,1 point). Sur un an, son évolution est de +0,1 point.

*Les chiffres des inscrits à France travail du 1er trimestre 2025 sont impactés à la fois par la loi pour le plein emploi et par des modifications dans les procédures d'enregistrement des chômeurs (cf. p 12)*

Le nombre moyen d'inscrits à France Travail en catégorie A (3 830) s'est accru au 1er trimestre 2025 de 10,4% après une hausse de 4,5% au trimestre précédent. En prenant en considération les personnes en activité réduite, l'ensemble des inscrits en catégories A, B, C (7 580 en moyenne trimestrielle) s'est accru (+5,6%).

Sur un an, le nombre moyen de personnes inscrites à France Travail a progressé de 16,4% pour la catégorie A et s'est accru de 9,7% pour l'ensemble des catégories A, B, C. Le nombre moyen de personnes inscrites à France Travail depuis un an ou plus (catégories ABC) a augmenté de 7,9% (+3,7% en région) et leur part est passée de 40,1% à 39,4% (moyenne régionale: 41,3%).

La durée médiane d'ancienneté d'inscription à France Travail s'établit à 182 jours (207 jours dans la région).

## Prestations sociales

Sur un an, le nombre d'allocataires du revenu de solidarité active (RSA) diminue de 3,1% et celui des allocataires de la prime d'activité augmente de 1,6%.

## SOMMAIRE

---

### 1. ACTIVITE ÉCONOMIQUE

|                                                         |   |
|---------------------------------------------------------|---|
| 1.1 Chiffre d'affaires des entreprises.....             | 6 |
| 1.2 Investissement des entreprises.....                 | 6 |
| 1.4 Suivi des taux de restes à recouvrer (impayés)..... | 7 |
| 1.5 Exportations.....                                   | 8 |
| 1.6 Conjoncture hôtelière.....                          | 8 |
| 1.7 Immobilier.....                                     | 8 |
| 1.8 Créations d'entreprises.....                        | 8 |

---

### 2. EMPLOI SALARIE

|                                                             |    |
|-------------------------------------------------------------|----|
| 2.1 Emploi salarié (secteur marchand).....                  | 9  |
| 2.2 Déclarations préalables à l'embauche, hors intérim..... | 10 |
| 2.3 Activité partielle.....                                 | 11 |
| 2.4 Les ruptures collectives de contrats de travail.....    | 11 |
| 2.5 Licenciements économiques .....                         | 11 |

---

### 3. CHOMAGE

|                                                                                         |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 3.1 Taux de chômage.....                                                                | 13 |
| 3.2 Inscrits à France Travail .....                                                     | 13 |
| 3.3 Part des inscriptions à France Travail suite à un contrat court (CDD, intérim)..... | 14 |
| 3.4 Durée d'inscription à France Travail.....                                           | 14 |

---

### 4. PRESTATIONS SOCIALES

|                                                    |    |
|----------------------------------------------------|----|
| 4.1 Revenu solidarité active (RSA).....            | 15 |
| 4.2 Garantie Jeunes .....                          | 15 |
| 4.3 Allocation de solidarité spécifique (ASS)..... | 16 |
| 4.4 Prime d'activité.....                          | 16 |

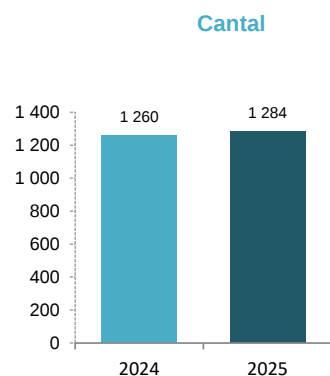
# 1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

## 1.1 Chiffres d'affaires des entreprises (M€)

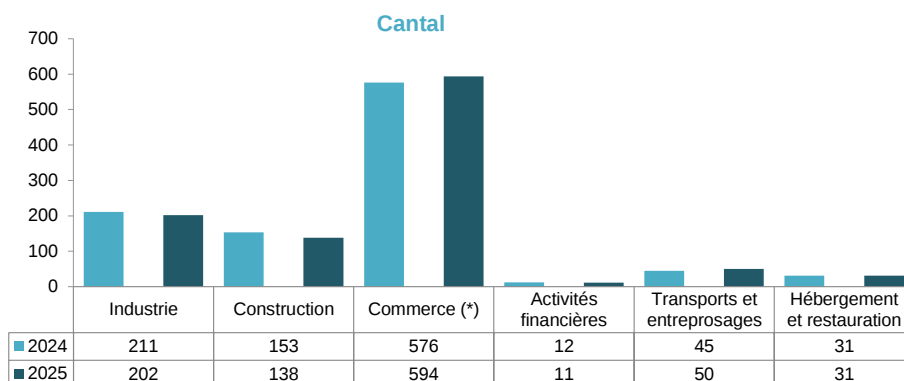
Source : DGFIP - Cumul du 1er janvier au 31 mars 2025

Champ : entreprises privées dont le siège est dans le Cantal pour les données départementales et en Auvergne-Rhône-Alpes pour les données régionales.

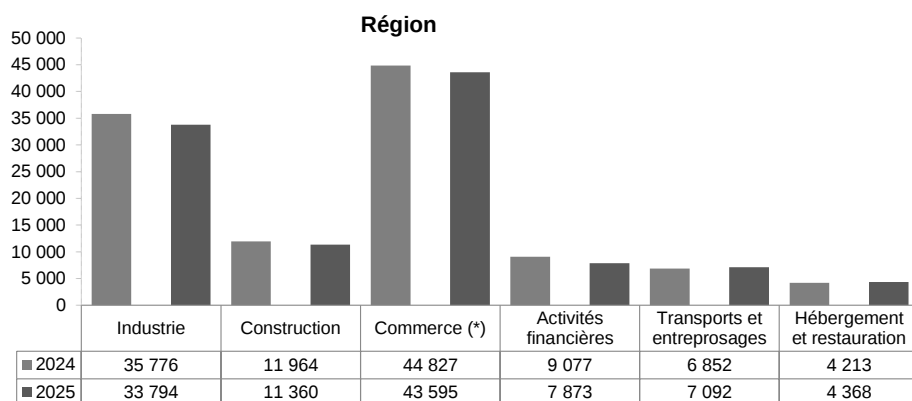
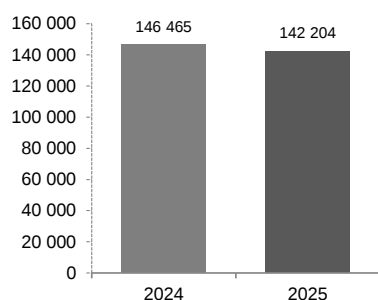
Tous secteurs d'activité confondus



Dans trois grands secteurs d'activité (M€)



**Région**

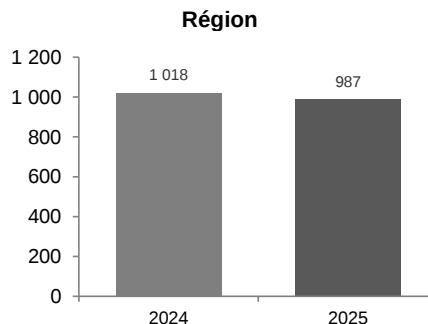
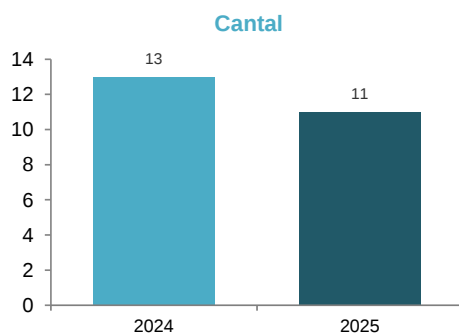


(\*) Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles (GZ)

## 1.2 Investissements des entreprises (M€)

Source : DGFIP - Cumul du 1er janvier au 31 mars 2025

Champ : entreprises privées dont le siège est dans le Cantal pour les données départementales et en Auvergne-Rhône-Alpes pour les données régionales.



Les indicateurs de chiffre d'affaires et d'investissement (TVA déductible sur les immobilisations) correspondent aux données figurant sur les déclarations de TVA déposées par les acteurs économiques de la région et portent désormais sur la période d'activité des entreprises et non plus sur la date de déclaration auprès de l'administration fiscale (pour les années 2024 et 2025).

**1.3 Suivi des taux de restes à recouvrer (impayés)***Source : Données de conjoncture - URSSAF Auvergne et URSSAF Rhône-Alpes**Cumul du 1er janvier au 31 mars 2025**En nombre*

|                                       | Taux de<br>RAR | Évol.<br>2025/2024 en pts |
|---------------------------------------|----------------|---------------------------|
| <b>Employeurs Privés</b>              | <b>3,01%</b>   | <b>-1,7 pt</b>            |
| <b>Travailleurs Indépendants</b>      | <b>5,22%</b>   | <b>-0,8 pt</b>            |
| <i>TI classiques hors AE</i>          | <i>5,57%</i>   | <i>-1,1 pt</i>            |
| <i>Auto-entrepreneurs</i>             | <i>4,41%</i>   | <i>-0,1 pt</i>            |
| <b>Autres catégories</b>              | <b>4,60%</b>   | <b>0,0 pt</b>             |
| <i>Employeurs Publics</i>             | <i>8,67%</i>   | <i>0,7 pt</i>             |
| <i>Particuliers employeurs Urssaf</i> | <i>0,00%</i>   | <i>-0,3 pt</i>            |
| <i>Frontaliers suisses</i>            | <i>25,00%</i>  | <i>25,0 pt</i>            |
| <i>Autres*</i>                        | <i>3,28%</i>   | <i>-1,0 pt</i>            |
| <b>Total</b>                          | <b>4,39%</b>   | <b>-1,1 pt</b>            |

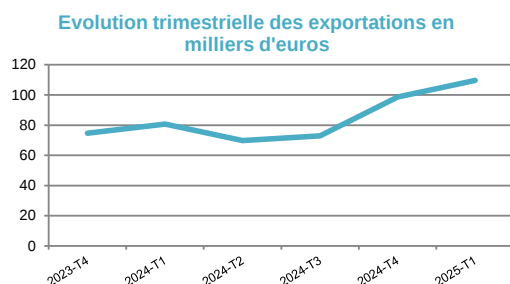
*\* Artistes-Auteurs, Laboratoires, Assurés Personnels...*

## 1.4 Exportations

Source : Douanes françaises

Dernières données disponibles : 1er trimestre 2025

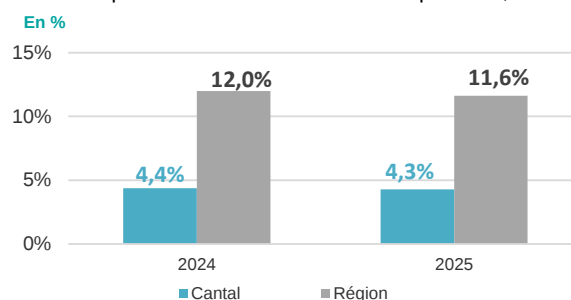
Part des exportations dans le total régional: 0,6 %



Source : DGFIP

Cumul du 1er janvier au 31 mars 2025

Part des exportations dans le CA des entreprises: 4,3%



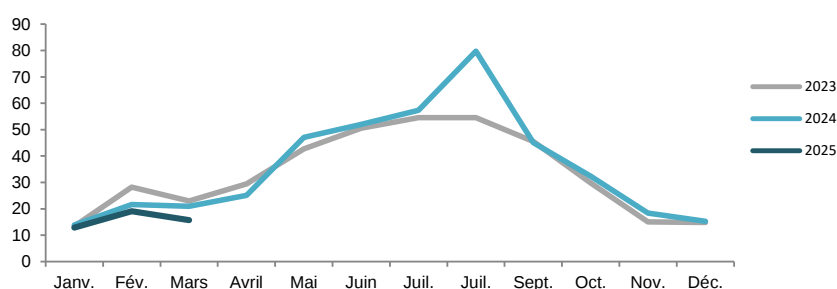
## 1.5 Conjoncture hôtelière

Source : Enquête hôtellerie - INSEE/DGE/Comités régionaux du tourisme

Données brutes - 1er trimestre 2025

|                                          | T1 2024 | T1 2025 | Evolution annuelle (%) |        |
|------------------------------------------|---------|---------|------------------------|--------|
|                                          | Cantal  |         | Cantal                 | Région |
| Nbre de nuitées en milliers (hôtellerie) | 57      | 48      | -15,6%                 | -2,4%  |
| % total régional                         | 0,8%    | 0,7%    |                        |        |

Evolution du nombre de nuitées dans l'hôtellerie



## 1.6 Immobilier

Source : SDES-DREAL-Sit@del2

Dernières données disponibles : 1er trimestre 2025

|                                                 | Cantal                           |                        | Région                           |                        |
|-------------------------------------------------|----------------------------------|------------------------|----------------------------------|------------------------|
|                                                 | Nombre (sur une année glissante) | Evolution annuelle (*) | Nombre (sur une année glissante) | Evolution annuelle (*) |
| <b>Logements neufs (en nombre de logements)</b> |                                  |                        |                                  |                        |
| Autorisations de construire                     | 360                              | -31,2%                 | 42 620                           | -14,2%                 |
| Mises en chantier                               | 440                              | 27,5%                  | 40 150                           | 5,8%                   |
| <b>Locaux neufs (en milliers de m²)</b>         |                                  |                        |                                  |                        |
| Autorisations de construire                     | 125                              | 31,6%                  | 4 273                            | -12,8%                 |
| Mises en chantier                               | 42                               | -20,8%                 | 2 637                            | -3,7%                  |

(\*) % entre dernière année glissante et même période de l'année précédente.

## 1.7 Créations d'entreprises

Source : INSEE, REE (Répertoire des entreprises et des établissements)

Données brutes - 1er trimestre 2025

|                                   | Cantal |                    | Région |                    |
|-----------------------------------|--------|--------------------|--------|--------------------|
|                                   | Nombre | Evolution annuelle | Nombre | Evolution annuelle |
| Nombre de créations d'entreprises | 339    | -11,7%             | 33 627 | -5,7%              |
| Dont micro-entreprises            | 170    | -22,0%             | 22 180 | -4,7%              |

## 2. EMPLOI SALARIE

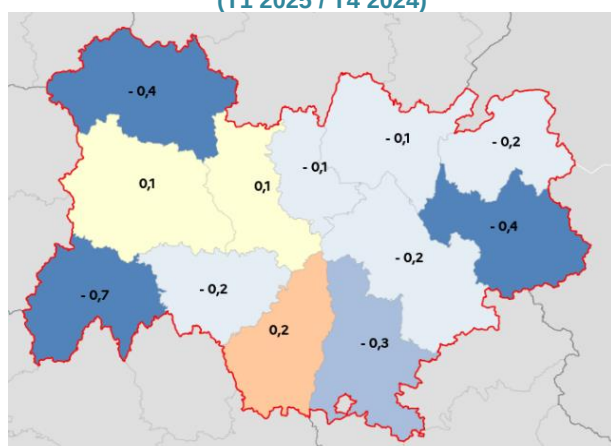
### 2.1 Emploi salarié

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acof-Urssaf, Dares, Insee - Données CVS

Dernières données disponibles : 1er trimestre 2025

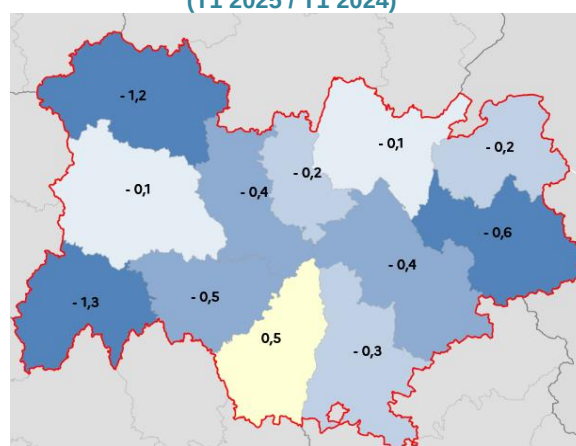
| Cantal                 | 1er trimestre 2024 | 4ème trimestre 2024 | 1er trimestre 2025 | Evolutions (en %) |             |
|------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|-------------------|-------------|
|                        |                    |                     |                    | Trimestrielle     | Annuelle    |
| Agriculture            | 818                | 792                 | 776                | -2,0              | -5,1        |
| Industrie              | 6 089              | 5 961               | 5 920              | -0,7              | -2,8        |
| Construction           | 3 805              | 3 751               | 3 716              | -0,9              | -2,3        |
| Tertiaire marchand     | 17 213             | 17 021              | 16 830             | -1,1              | -2,2        |
| Tertiaire non marchand | 20 387             | 20 513              | 20 460             | -0,3              | 0,4         |
| <b>Total</b>           | <b>48 312</b>      | <b>48 038</b>       | <b>47 702</b>      | <b>-0,7</b>       | <b>-1,3</b> |
| Intérim                | 790                | 723                 | 691                | -4,5              | -12,6       |
| Hors Intérim           | 47 522             | 47 315              | 47 012             | -0,6              | -1,1        |

Evolution trimestrielle des emplois (en %)  
(T1 2025 / T4 2024)



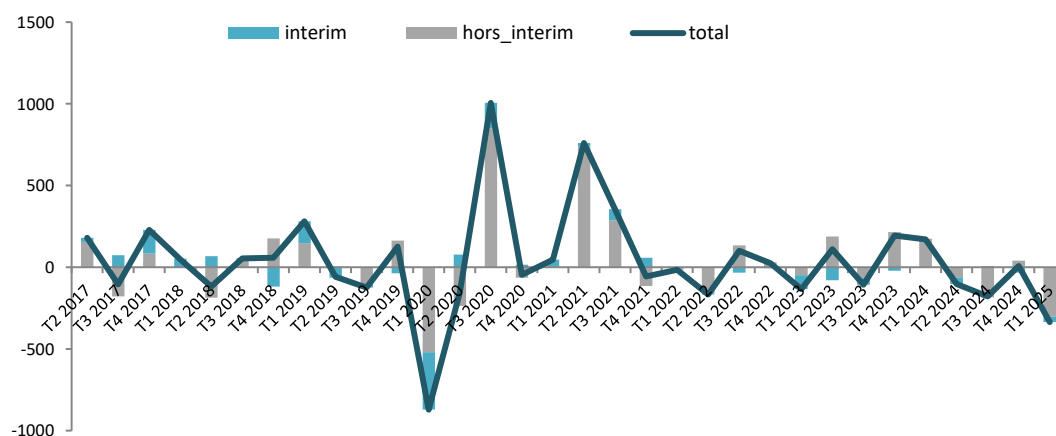
Auvergne-Rhône-Alpes : -0,2%

Evolution annuelle des emplois (en %)  
(T1 2025 / T1 2024)



Auvergne-Rhône-Alpes : -0,3%

Contribution de l'emploi intérimaire et hors intérimaire à la variation trimestrielle de l'emploi salarié (en nombre d'emploi)



## 2.2 Déclarations préalables à l'embauche, hors intérim

Source : Baromètre de l'URSSAF Auvergne et de l'URSSAF Rhône-Alpes

Dernières données disponibles : 1er trimestre 2025

### Répartition et évolution des déclarations préalables à l'embauche selon la nature du contrat

| Contrat<br>(Hors Interim) | CDI                     |                                 | CDD courts              |                                 | CDD longs               |                                 | Total                   |                                 |
|---------------------------|-------------------------|---------------------------------|-------------------------|---------------------------------|-------------------------|---------------------------------|-------------------------|---------------------------------|
|                           | Niveau<br>(en milliers) | Evolution<br>Annuelle<br>(en %) | Niveau<br>(en milliers) | Evolution<br>Annuelle<br>(en %) | Niveau<br>(en milliers) | Evolution<br>Annuelle<br>(en %) | Niveau<br>(en milliers) | Evolution<br>Annuelle<br>(en %) |
| Cantal                    | 1,4                     | 1,0%                            | 6,1                     | 13,7%                           | 2,0                     | -13,6%                          | 9,5                     | 4,8%                            |
| Région                    | 141,4                   | -5,3%                           | 507,7                   | 7,6%                            | 151,5                   | -2,0%                           | 800,6                   | 3,1%                            |

Données CVS

### Répartition et évolution des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) par secteur d'activité

| Secteur d'activité (hors Interim)                                    | Nombre<br>de DPAE*<br>T1 2025 | Evolution annuelle<br>T1 2025 / T1 2024 |        |
|----------------------------------------------------------------------|-------------------------------|-----------------------------------------|--------|
|                                                                      | Cantal                        | Cantal                                  | Région |
| Industrie (B à E)                                                    | 0,3                           | 5,1%                                    | -5,5%  |
| Construction (FZ)                                                    | 0,2                           | -1,1%                                   | -6,7%  |
| Services (G à U)                                                     | 7,1                           | 5,6%                                    | 5,1%   |
| Dont : Commerce ; réparation d'automobiles et de<br>motocycles (GZ)  | 1                             | 0,8%                                    | -0,4%  |
| Hébergement-restauration (IZ)                                        | 1                             | 3,8%                                    | -2,5%  |
| R&D + Autres activités scientifiques et techniques<br>(MB + MC)      | 0                             | -12,0%                                  | -1,0%  |
| Santé, action sociale, administration, éducation **<br>(QA+QB+OZ+PZ) | 4,3                           | 9,6%                                    | 7,3%   |

Données brutes

\* Données en milliers

\*\* Activités pour la santé humaine (QA) + Action sociale et hébergement médico-social (QB)

+ Administration publique (OZ) + Education (PZ)

Attention, les chiffres du 1er tableau sont des données CVS, tandis que ceux du 2ème tableau sont des données brutes.

## 2.3 Activité partielle

Source : SI APART/DSN - ASP/DGEFP/Dares

Dernières données disponibles : 3e trimestre 2024

|        | Nombre de salariés concernés en moyenne, chaque mois, au T3 2024 | Nombre d'heures indemnisées en moyenne, chaque mois, au T3 2024 |
|--------|------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|
| REGION | 5 945                                                            | 522 960                                                         |
| CANTAL | s                                                                | s                                                               |

## 2.4 Les ruptures collectives de contrats de travail

Source : ASP-DGEFP, SI sur les ruptures collectives de contrats de travail, Traitements DREETS ARA

Dernières données disponibles : Cumul du 1er janvier au 31 mars 2025

Les procédures de licenciements d'au moins 10 salariés sur une période de 30 jours, dans les entreprises d'au moins 50 salariés, doivent donner lieu à un accord collectif validé par la DREETS ou à un document unilatéral de l'employeur homologué également par la DREETS.

|                                                               | Nombre d'emplois concernés au début* |        | Nombre d'emplois concernés à la demande |        |
|---------------------------------------------------------------|--------------------------------------|--------|-----------------------------------------|--------|
|                                                               | Cantal                               | Région | Cantal                                  | Région |
| Plans de sauvegarde de l'emploi                               | 0                                    | 1 274  | 0                                       | 213    |
| Ruptures conventionnelles collectives                         | 0                                    | 43     | s                                       | 24     |
| Licenciements économiques collectifs de moins de 10 salariés* | 20                                   | 1 503  | 20                                      | 1 503  |
| Licenciements économiques collectifs de 10 salariés ou plus   | 0                                    | 974    | 0                                       | 48     |

\* Le nombre de ruptures de contrat de travail annoncé au début d'un dossier peut évoluer tout au long du processus de négociation.

\*\* licenciements notifiés

Chiffres couvrant la période du 1er janvier au 31 mars 2025

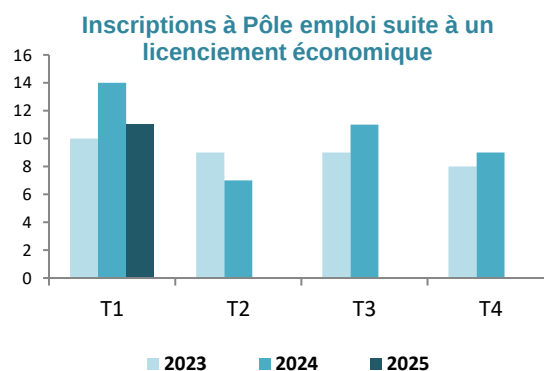
## 2.5 Licenciements économiques

Source : France Travail - DREETS Auvergne-Rhône-Alpes

Données en moyenne trimestrielle - Dernières données disponibles : 1er trimestre 2025

Nombre d'inscriptions suite à licenciement économique (en données brutes)

| T1 2024 | T1 2025 | Evolution annuelle (%) |        |
|---------|---------|------------------------|--------|
| Cantal  |         | Cantal                 | Région |
| 14      | 11      | -23,8                  | 7,4    |



### Impact de la loi pour le plein emploi

Cette publication est la première depuis la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi. En effet, depuis le 1er janvier 2025, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France Travail. Pour tenir compte de ces évolutions, deux nouvelles catégories statistiques sont créées : la catégorie F à dominante « sociale » pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, et la catégorie G pour les demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation.

Au 1er trimestre 2025, on dénombre ainsi 2 343 personnes inscrites en catégorie F et 72 808 personnes inscrites en catégorie G en Auvergne-Rhône-Alpes.

L'intégration des personnes bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA), des jeunes en Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (Pacea), en contrat d'engagement jeune (CEJ) ou en Accompagnement Intensif Jeunes (AIJ) et des personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi cumulées aux modifications des règles d'actualisation ont un impact très significatif à la hausse sur le nombre de personnes inscrites à France Travail en catégorie A, B, C entre le 4e trimestre 2024 et le 1er trimestre 2025.

### Impact des évolutions des règles d'actualisation de France Travail

Par ailleurs, depuis octobre 2024, les effectifs d'inscrits à France Travail (FT) en catégories A, B et C, et les séries complémentaires hors RSA et hors jeunes en parcours (CEJ, Pacea, AIJ) sont affectés par deux changements dans les règles d'actualisation :

- Une évolution du formulaire d'actualisation déployée au mois de novembre 2024 continue de s'appliquer aux événements déclarés à partir d'octobre 2024. Les personnes inscrites en cours de mois ne peuvent plus déclarer une activité exercée dans le mois si elle est antérieure à leur inscription. Cette évolution conduit à augmenter le nombre d'inscrits en catégorie A, en réduisant d'autant le nombre d'inscrits en catégories B et C, sans modifier le nombre total d'inscrits en catégorie A, B, C en octobre et novembre 2024. Le mois de septembre 2024 n'étant pas impacté, cette évolution a un effet (léger) sur le nombre

### Estimation de l'impact de la conjoncture sur le nombre d'inscrits à France Travail rendue difficile

Pour le 1er trimestre 2025, la Dares a pu estimer l'évolution en neutralisant les effets de la loi pour le plein emploi et l'évolution des règles d'actualisation au niveau national. Le nombre d'inscrits évoluerait ainsi de +0,8% pour la catégorie A et de +1,3% pour les catégories A, B, C au 1er trimestre 2025. Cette estimation au niveau régional ou départemental n'est pas assez robuste pour être diffusée

### 3. CHOMAGE

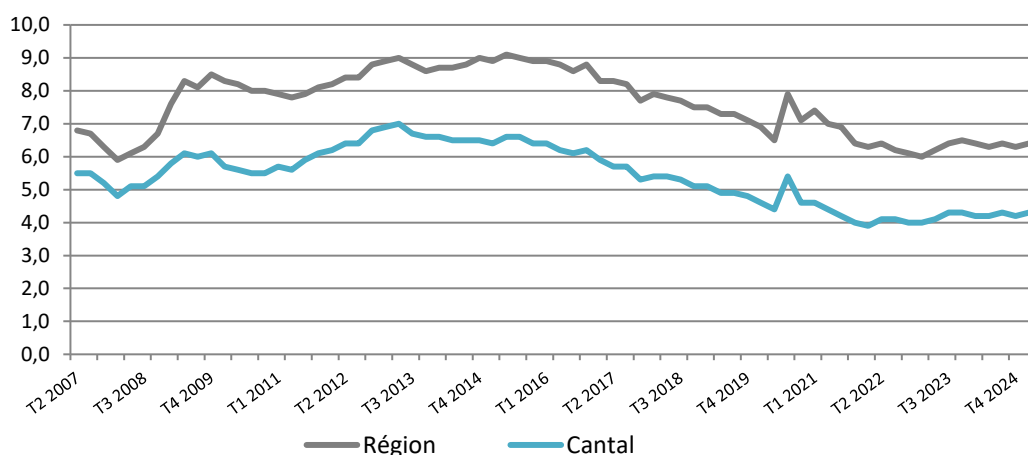
#### 3.1 Taux de chômage

Source : Insee, CVS

Dernières données disponibles : 1er trimestre 2025

|        | T4 2019 | T1 2024 | T4 2024 | T1 2025 |
|--------|---------|---------|---------|---------|
| Cantal | 4,8     | 4,2     | 4,2     | 4,3     |
| Région | 7,1     | 6,4     | 6,3     | 6,4     |

Evolution du taux de chômage trimestriel en données CVS (en %)



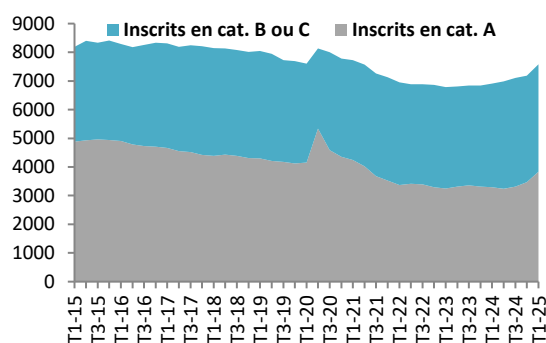
#### 3.2 Inscrits à France Travail

Source : France Travail -Dares,STMT- DREETS Auvergne-Rhône-Alpes

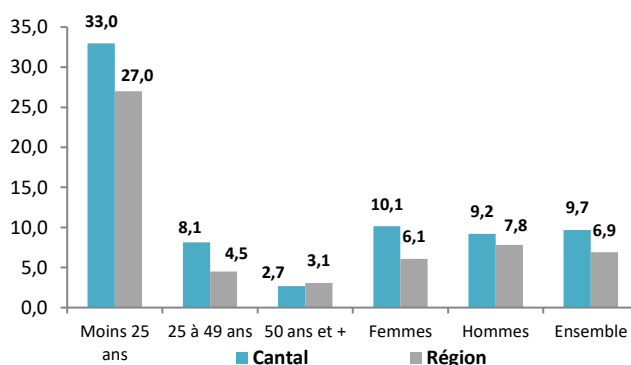
Données CVS-CJO en moyenne trimestrielle - Dernières données disponibles : 1er trimestre 2025

|                                                                              |       |
|------------------------------------------------------------------------------|-------|
| A : en recherche active d'emploi, disponibles, sans emploi :                 | 3 830 |
| B+C : en recherche active d'emploi, en activité réduite (courte et longue) : | 3 750 |
| A+B+C : en recherche active :                                                | 7 580 |

Nombre d'inscrits à France Travail en catégorie A, B, C



Evolution annuelle (T1 2025/T1 2024) des inscrits à France Travail en cat. ABC en fonction du sexe et de l'âge (en %)



3.3 Part des inscriptions à France Travail suite à un contrat court (CDD, intérim)

Source : France Travail -Dares,STMT- DREETS Auvergne-Rhône-Alpes

Données brutes, entrées sur le trimestre rapportées au nombre moyen d'inscrits à France Travail en cat. ABC sur le trimestre - 1er trimestre 2025

| Données brutes<br>(en %) | 1er trimestre<br>2024 | 1er trimestre<br>2025 |
|--------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Cantal                   | 8,1                   | 6,5                   |
| Région                   | 7,3                   | 6,3                   |

3.4 Durée d'inscription à France Travail

Source : France Travail -Dares,STMT- DREETS Auvergne-Rhône-Alpes

Données brutes sur le trimestre - 1er trimestre 2025

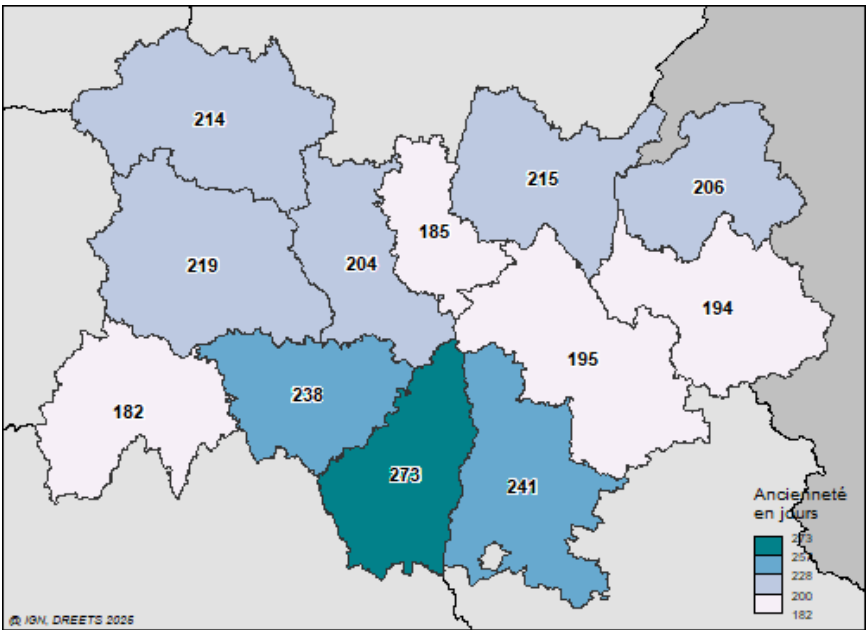
Part moyenne des inscrits à France Travail depuis un an ou plus et depuis deux ans ou plus

| Données CVSCJO<br>(en %)  | Cantal  |         | Région  |         |
|---------------------------|---------|---------|---------|---------|
|                           | T1 2024 | T1 2025 | T1 2024 | T1 2025 |
| Part des DELD (>=12 mois) | 40,1    | 39,4    | 42,6    | 41,3    |
| Part des DETLD (>=24mois) | 21,4    | 20,8    | 23,2    | 22,3    |

Médiane de l'ancienneté de l'inscription à France Travail

| Données brutes<br>(en jours) | 1er trim. 2024 | 1er trim. 2025 | Evolution<br>annuelle (en jours) |
|------------------------------|----------------|----------------|----------------------------------|
| Cantal                       | 212            | 182            | -30                              |
| Région                       | 251            | 207            | -44                              |

Carte représentant la médiane de l'ancienneté au chômage au 1er trim. 2025



## 4. PRESTATIONS SOCIALES

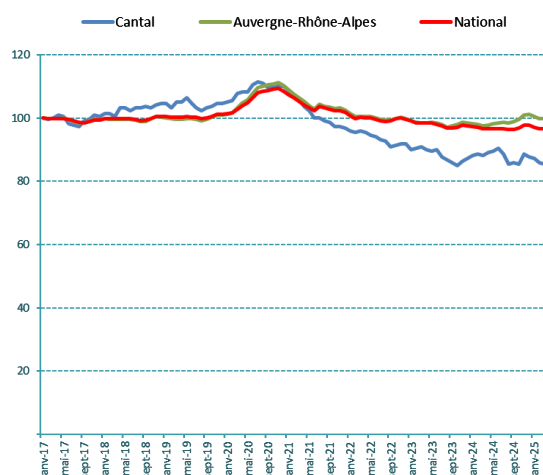
### 4.1 Revenu de solidarité active (RSA)

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitement Drees; MSA ; France Travail, FNA ; I-Milo, traitement Dares.

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

| Nombre d'allocataires                       | Cantal | Région  |
|---------------------------------------------|--------|---------|
| février 2020                                | 2 300  | 160 280 |
| mars 2024                                   | 1 920  | 153 950 |
| mars 2025                                   | 1 860  | 157 410 |
| Evol annuelle mars 2024 / mars 2025         | -3,1%  | 2,2%    |
| Evol février 2020 (début crise) / mars 2025 | -19,1% | -1,8%   |

Evolution du  
Nombre d'allocataires du RSA par département et par mois



Champ : tous régimes (Cnaf et MSA)

Base 100 au 1er janvier 2017

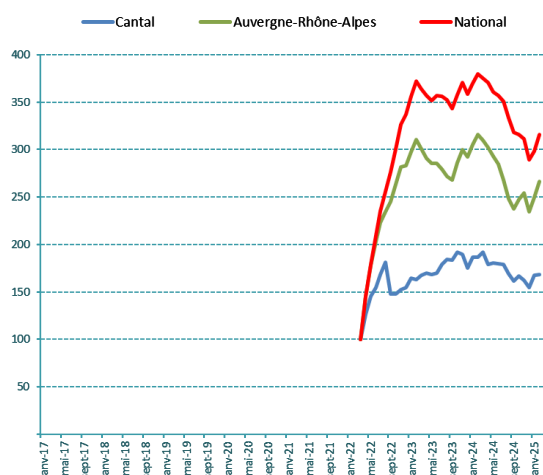
### 4.2 Contrat d'engagement jeunes\* - Stocks

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitement Drees; MSA ; France Travail, FNA ; I-Milo, traitement Dares.

Champ: France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de la mission locale et de l'agence France Travail

| Nombre de bénéficiaires                   | Cantal | Région |
|-------------------------------------------|--------|--------|
| février 2024                              | 315    | 18 348 |
| février 2025                              | 285    | 15 478 |
| Evol annuelle février 2024 / février 2025 | -9,5%  | -15,6% |

Evolution du  
Nombre de bénéficiaires du Contrat d'engagement jeune (stocks) par  
département et par mois

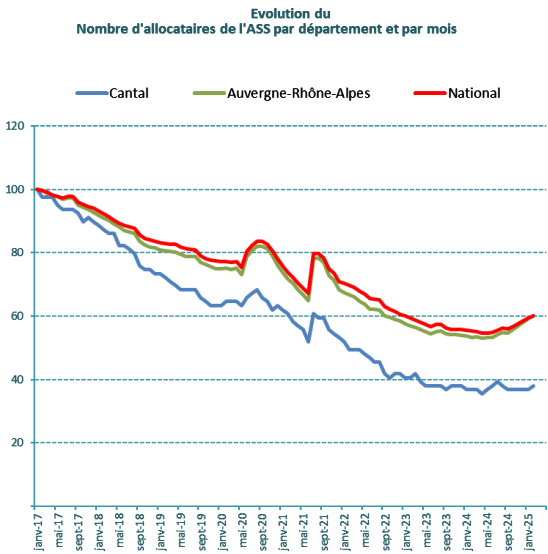


Base 100 au 1er janvier 2022

4.3 Allocation de solidarité spécifique (ASS)

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitement Drees; MSA ; France Travail, FNA ; I-Milo, traitement Dares.  
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

| Nombre d'allocataires                          | Cantal | Région |
|------------------------------------------------|--------|--------|
| février 2020                                   | 510    | 31 860 |
| février 2024                                   | 290    | 22 580 |
| février 2025                                   | 300    | 25 460 |
| Evol annuelle février 2024 / février 2025      | 3,4%   | 12,8%  |
| Evol février 2020 (début crise) / février 2025 | -41,2% | -20,1% |

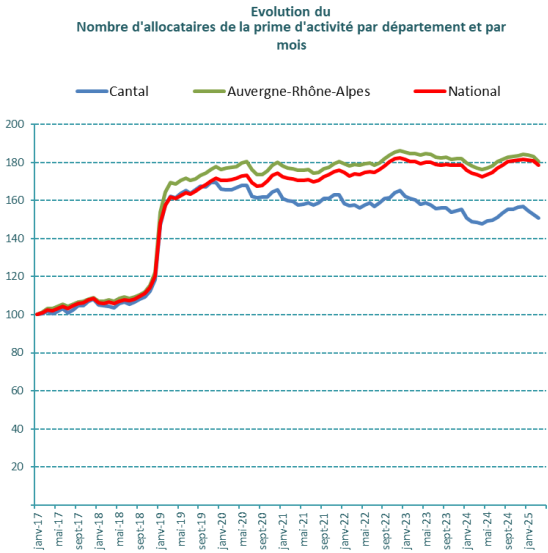


Base 100 au 1er janvier 2017

4.4 Prime d'activité

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitement Drees; MSA ; France Travail, FNA ; I-Milo, traitement Dares.  
Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

| Nombre d'allocataires                       | Cantal | Région  |
|---------------------------------------------|--------|---------|
| février 2020                                | 11 500 | 512 650 |
| mars 2024                                   | 10 310 | 513 080 |
| mars 2025                                   | 10 470 | 523 500 |
| Evol annuelle mars 2024 / mars 2025         | 1,6%   | 2,0%    |
| Evol février 2020 (début crise) / mars 2025 | -9,0%  | 2,1%    |



Champ : tous régimes (Cnaf et MSA)  
Base 100 au 1er janvier 2017

Directeur de la publication : Georges MARTINS-BALTAR

Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités d'Auvergne-Rhône-Alpes  
Service Etude, Statistique, Evaluation (SESE)

Note réalisée par Olivier JACOD (DREETS),  
avec la contribution de Aline SHELTON (DRFIP) et des correspondants des Cellules Statistiques URSSAF

Photos sur la couverture : © Phovoir.fr ; @Fotolia.com  
Tour Swisslife – 1, Boulevard Vivier Merle – 69443 LYON CEDEX 03  
Téléphone : 04 72 68 29 00 – Télécopie : 04 72 68 29 29

Internet : <http://www.auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr>

Service communication DREETS -ARA

Copyright-MINEFI-©Gorodenkoff - stock.adobe.com

Copyright-MINEFI-©Nordreisender - stock.adobe.com

Copyright-MINEFI-©Catherine CLAVERY - stock.adobe.com



**PRÉFÈTE  
DE LA RÉGION  
AUVERGNE-  
RHÔNE-ALPES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale  
de l'économie, de l'emploi,  
du travail et des solidarités

